



ARBOUSSET Hervé

Maître de conférences HDR en droit public à l'Université de Haute-Alsace

Directeur honoraire du CERDACC

herve.arbousset@uha.fr

Thèmes de recherche

- Sinistres sériels
- Responsabilités administrative et politique
- Indemnisation des victimes
- Prévention des risques
- Essais nucléaires

Production scientifique

Ouvrages :

- Droit administratif des biens. Préparer les T.D. et réviser les examens avec des fiches de synthèse, Studyrama, 3^{ème} édition enrichie, 2014.

Chapitres d'ouvrages collectifs :

- « *Le service public de l'aide aux victimes de catastrophes ou d'autres événements préjudiciables : une réalité plurielle mais perfectible* », Editions Varennes, Collections Colloques et essais, 2018, pp.215-249.
- « *L'indemnisation des victimes des essais nucléaires français : cent fois sur le métier, remettre son ouvrage...* », Mélanges Steinle-Feuerbach, Risques, accidents et catastrophes, L'Harmattan, 2015.

- « Le plan de prévention des risques technologiques : un outil pertinent de protection des populations ? », *In La planification des risques industriels*, Victoires-Editions, 2009, pp. 113-120.
- « Risques climatiques : Réflexions sur le système français d'indemnisation des risques liés au climat », *In Les risques climatiques*, Belin, 2005, pp. 193-205.
- « L'engagement de la responsabilité des personnes publiques à la suite d'accidents intervenus lors de spectacles », *In La sécurité des spectacles. Comment faire face aux risques en tant qu'organisateur de spectacles ?*, L'harmattan, 2005, pp. 141-174.
- « Force majeure et inondation en droit administratif », C.N.R. I.U.T. 2002, colloque national de la recherche universitaire dans les I.U.T., Le Creusot, 15-16 mai 2002, Université de Bourgogne, 2002, tome 2, pp. 569-577.
- « Inondations : responsabilités et force majeure », Rapport remis au Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'environnement, avril 2002.
- Regards croisés sur un droit méconnu, le droit nucléaire, *Revue générale nucléaire*, novembre/décembre 2017, n°6.
- Chronique annuelle d'actualité sur les risques naturels et industriels, *Droit de l'environnement* (depuis mai 2009).
- Chronique annuelle d'actualité sur le droit nucléaire, *Droit de l'environnement* (depuis décembre 2017).

Articles, notes de jurisprudence :

- « *Autorisation de mise sur le marché du Roundup Pro 360 et principe de précaution* » (T.A. Lyon, 15 janvier 2019, n°1704067, Comité de Recherche et d'Information Indépendantes sur le Génie Génétique), *Droit de l'environnement* mars 2019.
- « *L'indemnisation des victimes de produits phytopharmaceutiques* », *JCP G*, n°51, 17 décembre 2018, *Libres propos*, 1330.
- « *L'indemnisation des victimes des essais nucléaires français : retour sur une année 2017 instructive* », *Droit de l'environnement* mars 2018, pp.99-104.
- « *Suicide d'un détenu et responsabilité pour faute de l'Etat : « ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement »* (C.E., 28 décembre 2017, n°400560), *JCP Droit administratif*, mars 2018, p. 35 et s.
- « *Regards d'un publiciste sur les victimes d'actes de terrorisme* », *Revue de la Recherche Juridique-Droit Prospectif (R.R.J.)* 2016-4, 2017, pp. 1753-1777.
- « *Indemnisation des victimes des essais nucléaires : une bombe (juridique) vient d'exploser* », *JCP Administrations et collectivités territoriales*, 24 avril 2017, n°16, pp. 2-3.
- « *Indemnisation des victimes des essais nucléaires : une question de solidarité ? (C.E., avis, 17 octobre 2016 n°400375)* », *Petites Affiches* 13 janvier 2017, n°10, pp. 6-14.
- « *Quelle indemnisation pour les victimes des essais nucléaires ?* », *Lexbase*, 28 janvier 2016.
- « *Le « risque négligeable » et l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français* », *R.R.J.* 2015-4, pp. 1697-1713.

- « *Précisions sur l'étendue des compétences du juge judiciaire dans l'indemnisation des victimes de l'amiante* », JCP Droit administratif, octobre 2015, pp. 35-38.
- « *L'épilogue de la catastrophe AZF : l'Etat n'est pas responsable* », Droit de l'environnement, mai 2015, n°234, pp. 181-187.
- « *Regards critiques sur les avancées juridiques récentes de l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français* », Revue de droit sanitaire et social, n°4, juillet-août 2015, pp. 659-671.
- « *De la complexité du droit : l'exemple du service public géré par Pôle Emploi (T.C., 9 décembre 2013, n° C3924)* », R.R.J. 2014-2, p. 927-942.
- « *Préjudice(s) causé(s) par des baignades et juge administratif* », R.R.J. 2014-1, pp. 251-269.
- « *Accident conséquence de l'utilisation d'une plate-forme flottante et responsabilité de la commune (C.E., 19 novembre 2013, n°352955)* », JCP Administrations et collectivités territoriales, 28 juillet 2014, pp. 39-42.
- Synthèse du colloque portant sur « *Le démantèlement des installations nucléaires de base* » organisé le novembre 2013, RISEO 2014-1.
- « *Skieur empruntant un chemin hors-piste et pouvoirs de police du maire* » (note sous C.E., 31 mai 2013, n°350887), JCP Administrations et collectivités territoriales, 4 novembre 2013, n°45, pp. 2321 et s.
- « *AZF : l'Etat français devant sa responsabilité* », RDE avril 2013, n°211, pp.147-150.
- « *Catastrophes naturelles et responsabilité administrative des collectivités territoriales : prévenir vaut mieux que réparer...* », R.R.J. 2013-1, pp. 207-240.
- « *L'indemnisation des victimes de l'amiante par le FIVA : 10 ans déjà...* », R.R.J. 2013-2, pp. 739-771.
- « *Catastrophes naturelles et responsabilité administrative des collectivités territoriales : mieux vaut prévenir que réparer...* », Lamy collectivités territoriales, mars 2013, pp. 75-78.
- « *Amiante et indemnisation des victimes : retour sur une catastrophe sanitaire toujours d'actualité* », Les cahiers du droit de la santé juridiques, historiques et prospectifs, n° 17, Les catastrophes sanitaires, Les Etudes hospitalières, 2013, pp. 167-181.
- « *L'extension de l'obligation in solidum au suicide d'un détenu* » (C.E., 24 avril 2012, n°342104, M. M.), J.C.P. Administrations et collectivités territoriales, 19 septembre 2012, n°37, pp. 28-31.
- « *Travail public, utilité publique et valorisation du domaine des personnes publiques* », J.C.P. Administrations et collectivités territoriales, 2 avril 2012, n° 13.
- « *Mediator et indemnisation des victimes : retour sur une affaire d'Etat* », J.C.P. Administrations et collectivités territoriales, 12 décembre 2011, n°50, étude n° 2390, pp. 33-37.
- « *Vertus et limites de la subrogation en matière de fonds d'indemnisation (considérations critiques sur Cass, 2, civ., 7 avril 2011)* », J.C.P. Administrations et collectivités territoriales, 17 octobre 2011, n°42, comm. n°2326, pp. 38-40.

- « *Action subrogatoire des tiers payeurs contre l'ONIAM : une clarification salutaire (C.E., avis, 18 mai 2011, Etablissement français du sang, n°343823)* », J.C.P. Administrations et collectivités territoriales, 25 juillet 2011, n°30-34, comm. 2274, pp. 37-40.
- « *Regard d'un publiciste sur 15 années d'application des lois relatives aux fonds d'indemnisation et de garantie* », Revue de la Recherche Juridique-Droit Prospectif, n°2011-2, pp. 777-803.
- « *Mediator, fonds d'indemnisation et droit administratif : un trio au cœur de l'actualité* », J.C.P. Administrations et collectivités territoriales, mai 2011, n°18, pp.3-4.
- « *L'indemnisation des victimes d'accidents nucléaires* », J.C.P. A, juillet 2010, étude n° 14, pp. 13-16.
- « *Violences mortelles entre détenus et responsabilité sans faute de l'Etat : une avancée législative incomplète* », A.J. pénal, juin 2010, pp. 277-279.
- « *Le plan de prévention des risques technologiques est-il un outil pertinent de sauvegarde des personnes ?* », J.C.P. Administrations et collectivités territoriales, 11 janvier 2010, n°2, étude n°2013, pp. 33- 39.
- « *Les financements de risques collectifs : l'exemple des fonds d'indemnisation et de garantie* », RISEO, 2010-1.
- « *Evasion de détenu(s) et droit administratif* », J.C.P. G., 2009, I, n°141, pp. 13-16.
- « *Feux d'artifices et droit de la responsabilité administrative : l'exemple d'une contribution réciproque à la définition de leur régime* », Revue de la Recherche Juridique-Droit Prospectif, n°2009-1, pp.455-469.
- « *L'apparente simplicité du financement des fonds d'indemnisation* », Revue de la Recherche Juridique-Droit Prospectif, n°2008-3, pp. 1517-1534.
- « *Une solution inédite : l'application du régime de responsabilité sans faute de l'Etat du fait des attroupements et des rassemblements au domaine pénitentiaire* », sous C.A.A. Bordeaux, 10 juillet 2007, n°05BX01197, Actualité Juridique-Droit Administratif (A.J.D.A.), 2008, pp. 367-371.
- « *L'action subrogatoire du FIVA : un « antidote à l'irresponsabilité » de toute personne juridique ?* », sous CAA de Versailles, 13 mars 2007, Dalloz (D.), 2007, pp. 1643-1647.
- « *Suicide d'un détenu et responsabilité de l'Etat du fait des services pénitentiaires : une nouvelle évolution jurisprudentielle* », sous C.E., 9 juillet 2007, Johny D., n°281205, à paraître aux tables du recueil Lebon), A.J.D.A., 2007, pp. 2094-2097.
- « *La responsabilité de l'Etat, dans le domaine pénitentiaire, en débat : comment interpréter l'arrêt Chabba à la lumière de la jurisprudence ?* », Revue Pénitentiaire et de Droit pénal, 2007-3, pp. 563-583.
- « *Décès d'un détenu et responsabilité de l'Etat : les ambiguïtés perdurent* », sous CAA de Versailles, 2 février 2006, D., 2006, pp. 1729-1733.

- « *Incertitude, climat et droit public* », Petites Affiches (P.A.), 13 janvier 2006, pp. 8-15.
- « *La responsabilité de l'Etat en matière pénitentiaire : une clarté apparente* », sous T.A. Rouen, 26 mai 2005, M. Jean-François P., A.J.D.A., 2005, pp. 2247-2250.
- « *Responsabilité pénitentiaire : condamnation de l'Etat pour une succession de fautes* », sous T.A. de Rouen, 17 septembre 2004, Mme Denise L., A.J.D.A., 2005, pp. 737-740.
- « *Décès d'un détenu et responsabilité de l'Etat : nouveaux développements* », sous T.A. de Versailles, 18 mai 2004, M et Mme Z., A.J.D.A., 2004, p. 2172-2176.
- « *La sécurité des spectacles et la responsabilité des personnes publiques* », Légilocal, septembre 2004, p. 7-8.
- « *Amiante : la responsabilité de l'Etat est, enfin, reconnue par le Conseil d'Etat* », sous C.E., 3 mars 2004, D., 8 avril 2004, pp. 973-977.
- « *Le régime juridique des plans de prévention des risques* », sous C.A.A. de Nancy du 10 avril 2003, Société Le Nid, J.C.P. G., 2003, II, n°10 160, pp. 1789-1794.
- « *Les effets juridiques de l'absence de prise en considération du risque inondation* », JCP Collectivités territoriales-intercommunalité, janvier 2003, n°1, pp. 4-9.
- « *Un banc non fixé au sol n'est pas un ouvrage public* », sous C.E., 26 septembre 2001, Département du Bas-Rhin, A.J.D.A., 2002, pp. 549-552.
- « *Référendum communal et protection de l'environnement : une conciliation délicate* », sous T.A. de Grenoble, 16 août 2001, Préfet de Haute-Savoie, J.C.P. G., 2002, II, n°10 006, pp. 83-86.
- « *La contestation devant le juge administratif des outils de mise en œuvre des plans de prévention des risques naturels* », Revue Géomètre, n°11, novembre 2001, pp. 52-53.
- « *L'amiante : la création d'un fonds d'indemnisation pour canaliser "une bombe à retardement"* », Revue de la Recherche Juridique-Droit Prospectif, n°2001-2, pp. 873-884.
- « *La violation de la sincérité budgétaire : un grief plein d'avenir?* », Revue Française de Finances Publiques, n°74, avril 2001, pp. 183-195.
- « *Retrait, abrogation et sécurité juridique (Analyse, depuis 1981, d'une relation souvent difficile)* », Revue de la Recherche Juridique-Droit Prospectif, n°2000-2, pp. 541-560.
- « *Stupéfiants et T.V.A. : Le pénal tient-il le fiscal en échec? (analyse de l'arrêt « Staatssecretaris van Financiën contre Coffeeshop "Siberië" vof* », sous C.J.C.E., 29 juin 1999) », P.A., n°155, 4 août 2000, pp. 21-27.
- « *Les garanties accordées au contribuable tricheur (Réflexions sur l'article L.80-E du Livre des procédures fiscales)* », P.A., n°1, 3 janvier 2000, pp. 6-.
- « *William Jefferson Clinton, un président en danger (Réflexions sur la dernière crise politique à Washington)* », Revue Juridique de l'Ouest, n°4, 1999, pp.407-421.
- « *L'extension de la responsabilité pour risque en matière médicale (A propos de l'arrêt Hôpital Joseph Imbert d'Arles, C.E., 3 novembre 1997)* », Revue Juridique du Centre Ouest, n°23, pp. 17 et s.

Communications scientifiques, colloques, séminaires :

- Ouverture des 1^{ers} entretiens du Grillenbreit organisés par le CERDACC le 23 novembre 2018.
- Présidence d'une table ronde sur « Le sort et l'action des victimes » à l'occasion du colloque « Tourisme, sécurité et catastrophes », 27 juin 2017, IPAG de Paris.
- Ouverture des Entretiens du Grillenbreit organisés par le CERDACC le 23 novembre 2017.
- Synthèse des travaux du colloque organisé par le CERDACC le 14 novembre 2013 sur « Le démantèlement des installations nucléaires de base ».
- Communication à l'occasion du colloque organisé par la SMACL au Palais du Luxembourg le 12 décembre 2013 sur « Collectivités territoriales et catastrophes naturelles ».
- Communication à l'occasion du colloque international organisé par le Centre de droit de la santé de l'Université d'Aix-Marseille Université les 15 et 16 novembre 2012 « *Les catastrophes sanitaires, modèle controversé et repensé de la gestion du risque* », intitulée « *Amiante et indemnisation des victimes : retour sur une catastrophe sanitaire toujours d'actualité* »
- Communication à l'occasion du colloque organisé par le CERDACC les 31 mars et 1^{er} avril 2011 « *Les sciences juridiques à l'épreuve des catastrophes et des accidents collectifs. Retour sur 15 ans d'expérience, d'expertise et de réflexions* » intitulée « *Regard candide d'un publiciste bien portant sur les fonds d'indemnisation et de garantie* »
- Communication aux journées d'études organisée les 24 et 25 novembre 2009 par le G.D.R.-C.N.R.S. « R.I.C.L.I.M. », n°2663 sur « *La loi du 2 février 1995 sous le prisme du droit : le passé, le présent, l'avenir* ».
- Communication devant l'association ??? des juifs de Colmar organisée le 8 mars 2009 sur « *L'identité nationale* »
- Communication à la journée d'études organisée le 25 septembre 2009 par le Centre Européen de Recherche sur le Droit des Accidents Collectifs et des Catastrophes portant sur Le financement des risques collectifs à Mulhouse
- Communication au colloque organisé le 29 novembre 2008 par le Réseau des experts de sécurité civile et de l'urgence de l'Est (R.E.S.C.U.E.-EST) portant sur les grands rassemblements ayant pour thème Feux d'artifice et droit administratif à Colmar.
- Animation d'une table ronde sur « les outils pertinents de protection de la population face aux risques industriels » à l'occasion du colloque organisé le 14 novembre 2008 par le Laboratoire Gestion des Risques et Environnement et le Centre Européen de Recherche sur le Droit des Accidents Collectifs et des Catastrophes sur la thématique « La planification des risques industriels » à Mulhouse.
- Communication au séminaire « Acceptabilité des risques climatiques » organisé dans le cadre du G.D.R.-C.N.R.S. « R.I.C.L.I.M. » les 9 et 10 novembre 2005 à Colmar.

- Communication au séminaire « Climat et incertitude » organisé dans le cadre du G.D.R.-C.N.R.S. « R.I.C.L.I.M. » les 25 et 26 mai 2005 à Troyes.
- Communication à la journée d'études organisée par le C.E.R.D.A.C.C. sur « La sécurité des spectacles », organisée le 25 mai 2004 à Mulhouse.
- Communication au Colloque National de la Recherche Universitaire dans les I.U.T. sous le haut patronage du Ministère de l'Education Nationale, du Ministère de la Recherche, de la Conférence des Présidents d'Université et de l'Assemblée des Directeurs d'I.U.T. (Le Creusot, 15 et 16 mai 2002).
- Conclusion du Débat régional coorganisé par le Conseil Economique et Social d'Alsace et le C.E.R.D.A.C.C. sur le thème « Les risques industriels en Alsace. Un an après la catastrophe de Toulouse », 25 octobre 2002 à l'Ecole Nationale d'Administration (STRASBOURG) avec la participation de M. le Ministre François Loos.
- Intervention au séminaire « Risque inondation » (Programme R.I.O. 1), CEMAGREF organisé les 18 et 19 octobre 2000, à Grenoble.



Curriculum Vitae

- Directeur du CERDACC (2014-2019)
- Directeur adjoint du CERDACC (2009-2014)
- Habilitation à diriger des recherches (2006)
- Doctorat en droit public, Université de Limoges (1997)
- DEA droit public, Université de Limoges (1993)
- Président du Comité électoral consultatif de l'Université de Haute-Alsace (depuis 2013)
- Codirecteur du Master 2 Ingénierie juridique et développement durable à la Faculté de droit de Mulhouse (2009-2014)